

**L'ÉVOLUTION DISCURSIVE DE L'ISLAMISME POLITIQUE
AU MAROC ENTRE 2011 ET 2016. CAS DU PJD (LE PARTI DE LA
JUSTICE ET DU DÉVELOPPEMENT)¹**

Résumé : Cette contribution vise à étudier l'évolution du discours politique du Parti de la Justice et du Développement (PJD) au Maroc. Le corpus est constitué d'articles de presse extraits du journal *Attajdid* (*Le Renouveau*). L'analyse du corpus selon une perspective énonciative, pragmatique et argumentative tout en s'appuyant sur les théories de J-C. Anscombre et O. Ducrot, nous a permis de mettre en exergue les évolutions et les invariants du discours politique pjdiste durant les périodes électorales 2011 et 2016.

Mots-clés : discours politiques, islamisme, monarchie, mouvements islamiques, argumentation.

**THE DISCURSIVE EVOLUTION OF POLITICAL ISLAMISM IN MOROCCO BETWEEN 2011
AND 2016. CASE OF THE PJD (THE JUSTICE AND DEVELOPMENT PARTY)**

Abstract: This contribution aims to study the evolution of the political discourse of the Justice and Development Party (PJD) in Morocco. The corpus is made up of press articles excerpted from the newspaper *Attajdid* (*Renewal*). The analysis of the corpus from an enunciative and argumentative perspective while relying on the theories of J-C. Anscombre and O. Ducrot, enabled us to highlight the evolutions and invariants of the PJD's political discourse during the 2011 and 2016 electoral periods.

Keywords : political discourse, Islamism, monarchy, islamist movements, argumentation.

Introduction

Depuis l'avènement des mouvements islamistes sur l'arène politique de différents pays musulmans, leur projet politique consistait à accéder au pouvoir selon une vision d'islamisation de la société. Or, le clivage idéologique si fortement marqué et si dominant dans les discours des années '90 s'atténue et le pragmatisme politique semble devenir prééminent sur la prédication religieuse.

Notre problématique consiste à étudier le changement qu'a connu le discours politique du PJD à travers des articles de presse. Ainsi, il est loisible de poser les questions suivantes :

¹ Lahbib **Essaji**, Faculté des Langues des Lettres et des Arts, Université Ibn Tofail, lahbib.essaji@uit.ac.ma

Sanae **Ghouati**, Faculté des Langues des Lettres et des Arts, Université Ibn Tofail, sanae.ghouati@uit.ac.ma

Received: September 21, 2023 | Revised: November 21, 2023 | Accepted: December 4, 2023 | Published: December 20, 2023

- Comment les islamistes ont-ils pu adapter l'idéologie de leur mouvement fondateur (mouvement de la Jeunesse Islamique, la chabiba) à la pratique politique contemporaine tout en adoptant la démocratie comme seul moyen d'accéder au pouvoir ?
- Comment le discours du PJD, initialement contestataire et conflictuel, a-t-il évolué vers un discours plus conciliant ?

Sur la base de ces questions notre hypothèse stipule que le pragmatisme social et économique a forcé le parti « pejidiste » à abandonner sa posture critique vis-à-vis du pouvoir et à jouer le jeu du système.

Pour répondre à nos questions et vérifier notre hypothèse, nous nous fixons comme objectif de traquer les éléments langagiers qui illustrent l'évolution discursive du Parti de la Justice et du Développement et de montrer, par la suite, comment le discours dudit parti a évolué d'un discours conflictuel vers un discours plus conciliant.

Notre analyse porte sur un corpus constitué d'articles extraits du journal « Attajdid ». Celui-ci est le bras idéologique du PJD qui a été fondé en novembre 2001. C'était un quotidien marocain d'expression arabe avant de se transformer en hebdomadaire à partir de juin 2016. Mustapha EL Khalfi, membre du PJD, en était le directeur de publication de 2007 à 2012. Après avoir été nommé ministre de Communication et porte-parole du gouvernement en 2012, EL Khalfi cède sa place à Jawad Chafadi. Depuis le 30 mars 2017, le journal cesse de paraître à cause de crises financières.

Les articles en question couvrent la campagne des élections législatives de 2011 et de 2016. Précisons d'emblée que le choix de ce corpus n'est pas aléatoire, il est justifié par le fait que lesdits articles sont fortement marqués par le phénomène dont il est question dans cette recherche.

Notre étude sera basée sur les principes de l'analyse du discours, c'est ainsi que nous l'aborderons sous plusieurs perspectives : énonciative, pragmatique et argumentative tout en faisant appel aux travaux de philosophes du langage et de pragmaticiens tels Searle, Grice, Ducrot, Orecchioni et autres. Cette approche nous permet d'étudier le langage en corrélation avec son contexte socioculturel et de révéler l'intention de ses utilisateurs. Ainsi, elle nous permet de mettre l'accent sur les stratégies discursives en rapport avec notre problématique.

Nous aurons donc à étudier dans cet article les axes suivants : nous aborderons, brièvement, l'origine de l'islamisme au Maroc. Nous tenterons, par la suite, de montrer comment le discours PJDiste a évolué depuis son arrivée sur la scène politique. En guise de conclusion, nous récapitulerons les résultats les plus marquants de cette étude.

1. PJD, du mouvement religieux au parti politique

L'émergence de l'islamisme politique au Maroc remet en question le monopole de la monarchie sur le religieux. Cette monarchie s'est emparée de la sphère religieuse dès 1962, lorsque le roi Hassan II a profondément réformé les institutions religieuses et qu'il s'est attribué le statut de commandeur des croyants.

La formation du PJD est issue d'une rencontre historique entre une figure de l'État proche du palais, le docteur Abdelkrim AL Khatib, et les anciens révolutionnaires du mouvement la "Chabiba Al Islamiya" (jeunesse islamique) qui développait une idéologie réfractaire à l'État et à la gauche radicale et à qui on a attribué le meurtre d'un syndicaliste socialiste en 1975 : Omar Benjelloun.

Après le meurtre de Omar Benjelloun, le chef de la "Chabiba Islamiya", Abdelkrim Motî, s'exile en Libye et les autres membres du mouvement hésitaient entre l'action clandestine et l'intégration au système, une partie de ces membres ont choisi la seconde option tout en profitant de la décision du roi Hassan II après 1992, d'ouvrir le système politique à une compétition relative.

L'alternance politique était annoncée en 1992 et s'est manifestée avec l'arrivée au pouvoir de la gauche en 1998, mais l'idée avait été proposée au roi par ses conseillers à la fin des années 70 afin de surmonter les difficultés économiques et sociales. A travers l'alternance, le roi Hassan II voulait impliquer l'opposition dans la gestion de la vie publique et donner ainsi une image plus moderne à la monarchie.

Cette ouverture de l'espace politique allait concerner même les islamistes qui se lancent pour bénéficier de cet élargissement. En effet, en 1992 les membres de la "Chabiba" légalistes demandent l'autorisation de créer un parti politique sous le nom " Al- Tajdid Al- Watani" (Renouveau National) mais le pouvoir le leur refuse. Face à l'incapacité de créer leur propre structure partisane, les islamistes légalistes font appel à des formations politiques déjà existantes qui leur permettront d'intégrer le champ politique et de passer à l'action politique légale. Ils se sont alors tournés vers le MPDC (Mouvement Populaire Démocratique et Constitutionnel) d'Abdelkrim EL Khatib dont les principales activités ont été gelées après les deux coups d'État militaires manqués de 1971 et de 1972. Khatib accepte de domestiquer les islamistes pour le compte de sa propre résurrection politique et pour celui de la monarchie. L'intégration des islamistes au sein du système politique marocain a donc inauguré un nouveau type de rapports entre l'État et l'opposition.

A partir de 1998, à l'issue du 4ème congrès du MPDC, le parti devient "Justice et Développement" renonçant ainsi à toute désignation islamique dans la dénomination de la formation politique.

Les élections législatives de 1997 marquent l'entrée du parti au référentiel islamique dans la sphère parlementaire avec l'obtention de 9 sièges. Les élections partielles d'avril 1999 et d'août 2000, procureront au PJD 14 députés occupant ainsi la cinquième place en termes de représentativité parlementaire. Il faisait de la moralisation de la société et de la vie publique, son cheval de bataille en transformant l'utopique "Charia" en morale générale appelée « référence religieuse », ce qui lui permet de véhiculer une idéologie islamiste fondamentaliste en marge d'une pratique politique qui le mènerait à contester le fonctionnement du système politique :

« L'affirmation de l'islamité de l'État nécessite de faire de la charià la source suprême de l'ensemble des lois, ce qui signifie aussi [...] l'abandon de toutes les lois, législations et politiques qui contredisent la charià islamique » (MUR, 2002, p. 47)

Les élections législatives de septembre 2002, marquées par une certaine transparence, concrétisent la popularité du PJD qui a gagné 42 sièges sur 235 (sachant qu'il s'est présenté dans 56 circonscriptions sur 91). Selon certaines sources, la réelle cartographie des élections était 65 sièges pour le PJD, une cinquantaine pour l'USFP (Union Socialiste des Forces Populaires) et 48 pour le PI (Parti de l'Indépendance). Par ailleurs, ces élections marquent l'élargissement du fossé entre PJD et USFP comme elles marquent la mise à mort du processus d'alternance gouvernementale en nommant un technocrate, Driss Jettou, à la tête du gouvernement. Le PJD choisit alors le camp de l'opposition au lieu d'intégrer le gouvernement de Jettou. Il semble être certain de garder sa popularité tant qu'il ne participe pas au pouvoir. Effectivement, les élections communales de 2003, malgré les attentats du

16 mai, ont confirmé le succès qu'il avait enregistré lors des élections législatives de 2002. Ces élections sont marquées par un changement qui s'illustre dans son comportement politique et qui a été affirmé par Abdelilah Benkirane lors du 5^{ème} congrès en 2004 : « Le PJD est un parti royaliste, nous avons réalisé de manière précoce que la monarchie au Maroc était une donnée historique et positive qu'il fallait sauvegarder ».

Jusqu'en 2003, la moralisation de la société représente pour le PJD le cheval de bataille. Plus tard, les thèmes seront d'ordre politique tout en adoptant un programme qui porte sur l'intégrité territoriale, un sujet cher à la monarchie qu'il faut séduire. Le compromis avec le palais a permis au parti au référentiel islamique de rester sur la scène politique, ce qui va brouiller son identité.

En l'espace de huit ans, le PJD s'est imposé progressivement sur la scène politique. Il représentait la première force politique au Maroc en remportant deux échéances successives, celle de 2011 et de 2016.

D'autre part, l'identité politique est une représentation que le politicien se fait de lui-même et qu'il est amené à médiatiser à travers le discours.

L'enjeu de tout discours politique est d'affirmer cette identité afin de favoriser l'identification de l'auditoire. Cette identification est « le maître mot du discours politique » (Damon, 2003, p. 1) ; elle est indispensable pour que le destinataire puisse s'y reconnaître.

Par ailleurs, ce discours véhicule une idéologie dans laquelle il se fonde permettant de légitimer sa stratégie ainsi que les objectifs et les pratiques qui déterminent les traits de l'identité du groupe.

Le discours de pré et post campagne législative de 2011 a révélé l'amorce d'un processus de réformes qui ont conduit à la réforme constitutionnelle en juillet 2011. A partir de cette période, la relation entre le mouvement islamiste et le Pouvoir a connu une mutation profonde aussi bien dans sa forme que dans son contenu.

Ainsi, dans l'objectif de mieux cerner l'évolution du discours PJDiste entre les périodes électorales 2002, 2011 et 2016, nous consacrerons le premier chapitre de cette partie à l'analyse du discours politique du PJD en tant que parti d'opposition (les périodes électorales de 2002 et de 2011). Quant au deuxième chapitre, il sera consacré à l'analyse du discours politique dudit parti en tant que leader de la coalition (la période électorale de 2016)

2. De la conflictualité en discours

Durant toute la campagne des élections du 25 novembre 2011, le PJD n'a cessé de mettre en garde contre les agissements et les irrégularités dont il a été victime et qui ont entaché les élections législatives de 2007 et les élections communales de 2009 ; celles-ci ont suscité une crise politique qui est encore présente dans tous les esprits.

Ainsi, le journal Attajdid avance :

« Aujourd'hui la campagne électorale touche à sa fin en cédant place au scrutin qui aura lieu demain au Maroc qui fait face à un véritable carrefour décisif [...]. Pour ces raisons, il est nécessaire d'être vigilant quant à la répétition du scénario produit lors des élections précédentes, en particulier celles de 2007 ayant entraîné une crise politique reconnue par tous, mais qui n'était plus résolue qu'avec l'arrivée de la marée démocratique ayant fait pression en imposant au Maroc une réforme anticipative.

Attajdid, 24 novembre 2011

« Le premier de ces indicateurs concerne les données relatives aux 9 jours de la campagne, dans le sens où il était clair qu'il y avait une crise de confiance chez de large couches sociales vis-à-vis de la crédibilité des prochaines élections »

Attajdid, 21 novembre 2011

« Plus encore, elle présente une preuve qui remet en cause la crédibilité et la régularité des prochaines élections tout en augmentant les doutes sur l'ingérence dans le contrôle de leurs résultats, soit une contradiction avec la position officielle attachée à la régularité du scrutin ».

Attajdid, 23 novembre 2011

Le compte à rebours commence, une alerte qui donne l'impression d'être devant une étape ultime, décisive. C'est dire toute l'importance du vote vu qu'il donne l'aval à une formation politique pour gérer le pays et ce, jusqu'à la nouvelle échéance.

Ces énoncés mettent en avant des termes, désignant implicitement le Pouvoir, qui impliquent des valeurs négatives cherchant à s'enraciner dans la conscience des lecteurs. Tous ces mots négatifs, à force d'être répétés, dominent la pensée de l'énonciataire.

Ainsi pour un lecteur d'« Attajdid », le Pouvoir est synonyme d'autoritarisme et d'agissements illégaux qui ont conduit à une crise de confiance vis-à-vis de la transparence des élections. En outre, à force d'être abusé par des promesses non tenues, ce lecteur a perdu confiance et est resté sceptique quant aux discours annoncés par les formations politiques lors des périodes électorales. L'utilisation du terme "remettant en question" et "suscite des doutes" souligne une dimension performative. En exprimant des doutes et en remettant en question l'intégrité des élections, l'énoncé influence la perception et l'interprétation des événements à venir. Ces termes ne sont pas simplement des descriptions, mais ils ont un effet sur la manière dont le public pourrait percevoir la situation électorale.

Ces affirmations intègrent de manière évidente le processus argumentatif par lequel ce discours, à travers son acte d'accusation, révèle une double intention illocutionnaire : d'une part, le locuteur discrédite l'image de l'accusé, et d'autre part, il plaide en faveur de l'accusateur. Ce dernier est présenté comme une solution crédible alternative, capable de restaurer la confiance des citoyens et d'instaurer une nouvelle ère.

Le locuteur ne se contente pas d'informer sur les infractions commises lors des élections mais également il veut faire agir les lecteurs. Dans le but de provoquer une révolte morale, cette accusation vise à orienter le lecteur en engendrant chez lui un sentiment d'injustice. Le topos principal sur lequel le locuteur fonde son argumentation est celui de la valeur de justice avec laquelle toutes ces infractions sont incompatibles.

Le mot " scénario", utilisé métaphoriquement, est ici doté d'une forte portée argumentative qui suppose un déroulement prévu à l'avance ; ce terme est donc perçu négativement par les interlocuteurs qui s'attendaient à des élections transparentes. Le locuteur sollicite la coopération interprétative du lecteur qui doit déployer ses compétences et linguistiques et encyclopédiques afin d'aboutir à cette interprétation.

« Nul doute qu'il y a ceux qui cherchent à contrôler les élections, croyant ainsi avoir la capacité de tromper le peuple marocain en transformant les échéances politiques qu'a connu le Maroc après le printemps démocratique à une simple pièce de théâtre parfaitement réalisée afin de contenir les tensions de la démocratisation. Cependant, la présence d'une telle tendance ayant réalisé de véritables succès partiels voire temporaires ne signifie en aucun cas que le peuple marocain a perdu sa bataille pour la démocratisation, le changement, la stabilité et l'union ».

Attajdid, 14 novembre 2011

Dans cet énoncé, nous constatons un rapport explicite d'opposition introduit par le connecteur « Cependant » ainsi qu'une opposition implicite introduite par la négation dans la phrase « ne signifie en aucun cas que le peuple marocain a perdu sa bataille » qui lui donne une dimension polyphonique. Le locuteur impose son point de vue tout en réfutant celui de l'énonciateur porteur de cette opinion. Cet énoncé rend plus présent l'énoncé de la phrase dont il est la négation et ce pour mieux le réfuter. Il fait implicitement référence aux élections de 2009 où le parti à référentiel islamique est arrivé en sixième position. Le journal *Attajdid* apporte une explication : perdre les élections face au PAM ne signifie nullement que les marocains ont perdu leur bataille pour la démocratie.

Quel est donc l'intérêt des élections si leurs résultats sont connus d'avance ?

« L'importance de la déclaration autoritaire se reflète donc par le renouvellement des inquiétudes à propos de la persistance de la logique de la démocratie contrôlée dont les résultats sont déjà connus, expliquant ainsi la campagne féroce menée, ces derniers mois, contre le mouvement islamique participant aux élections... »

Attajdid, 23 novembre 2011

La corruption et le trafic d'influence expliqueraient largement les maux ou les vices tels l'arrivisme, le népotisme ou la prévalence des intérêts égoïstes d'une large frange de décideurs. Ils faisaient tout pour accroître leurs profits généralement illicites et ils constituaient avec leurs corporations ou organisations, des groupes de pression fortement introduits dans tous les milieux. Ce qui nous amène à constater que la corruption est depuis fort longtemps un élément essentiel de la culture nationale, voire représente une culture malsaine en soi qui façonne les comportements, habitudes, mœurs et autres usages.

Implicitement le PJD dénonce l'intervention du Pouvoir dans les élections. Le terme « la persistance » présuppose que cette intervention était une tradition courante lors des élections précédentes, communales ou législatives. Cette information n'est pas ouvertement posée mais elle est entraînée par la formulation de cet énoncé.

Implicitement, le locuteur (autrement dit le PJD) stigmatise l'attitude du Pouvoir à l'égard des élections. Au-delà de cette accusation, le locuteur interpelle le lecteur pour le pousser à agir.

« Actuellement, il y a risque d'avorter ce processus prospectif, surtout après l'évolution des inquiétudes de laisser le scrutin du 25 novembre régné par les réseaux d'achat des voix et par les groupes de falsification des résultats, en veillant à imposer le statu quo et mobilisant les moyens de l'information et de la politique en faveur du bouleversement de la volonté de démocratisation... »

Attajdid, 24 novembre 2011

Cet énoncé, basé sur une comparaison différenciante entre le PJD et les autres forces politiques, se présente sous forme de confrontation avec l'adversaire. Il s'agit d'une confrontation entre, d'un côté, le PJD qui incarne la transition politique et d'autre côté, les autres partis qui recourent à l'achat des consciences des électeurs et le Pouvoir qui manipule et falsifie les résultats des votes.

Cette différenciation témoigne d'une conflictualité mettant en œuvre des emplois louant le PJD et qui isole et accuse une classe d'agents entièrement responsables. Or, nous constatons encore un certain flou sémantique entourant la notion « par les réseaux d'achat des voix et par les groupes de falsification des résultats ». Nous avons affaire à une

rhétorique qui dilue les responsabilités et qui consiste en l'accusation d'un système. Enfreindre délibérément la maxime de la modalité témoigne d'un désir du locuteur de ne pas définir clairement l'autre.

Cette sanctification de PJD, porteur de valeurs fastes, implique une diabolisation de l'autre « les réseaux d'achat des voix et par les groupes de falsification des résultats... » porteurs de valeurs néfastes, incapables de respecter la démocratie.

« Pour gagner cette transition, l'aspect principal de l'équation est lié à la contribution de cette participation à augmenter la capacité du Maroc à se placer hors de danger et de dépasser le stade de l'instabilité tout en empêchant la chute du pays dans le labyrinthe des tensions politico-révolutionnaires tel que c'est le cas dans d'autres pays comme la Syrie et le Yémen. Ceci veut dire que la participation du mouvement islamique à la prise de responsabilité en matière de gestion de l'affaire publique, constitue l'un des éléments indispensables pour sortir du goulot d'étranglement, c'est qu'elle n'est point réalisable en l'absence d'une gestion participative soumise à la collaboration entre l'institution royale et le courant islamique, soit une collaboration dont les mécanismes constitutionnels sont déjà disponibles et ce de par les préparatifs politiques exprimés... »

Attajdid, 16 novembre 2011

Pour parvenir à ses fins persuasives un énonciateur peut recourir, dans son discours politique, à un ensemble de stratégies. Tout discours peut s'appuyer non seulement sur des éléments rationnels, mais aussi sur des sujets qui évoquent des émotions. Manière très fûtée de la part du journaliste en faisant appel aux sentiments du lecteur qui est amené à faire une comparaison entre ce qui l'entoure et ce qui se passe ailleurs. Faire référence aux frictions politiques que connaissent la Syrie et le Yémen parvient à doter le discours d'une charge affective de la menace qui plane.

Cet état émotionnel constitue la pierre angulaire de la perception de la menace, il s'agit d'exercer une pression sur le Pouvoir en exposant les dangers tout en orientant le chemin à suivre. Cette menace, qui est à la fois un état des lieux et la présentation de l'option préconisée, est adressée à un régime qui refuse l'intégration du mouvement islamiste dans la scène politique. La participation du mouvement islamiste à la gestion des affaires publiques et à l'action politique est donc présentée comme le seul moyen pour écarter le danger d'une impasse susceptible de mener le pays à toutes les dérives (le cas de la Syrie et de Yémen).

Le rôle pragmatique de cette menace sur la Pouvoir est une demande implicite d'engagement et de continuité ; entraver l'insertion du parti islamiste dans l'action politique équivaldrait à tout perdre. Le journaliste propose une solution pour éviter cette situation délicate et poursuivre la transition démocratique entamée. Il s'agit de perdurer et d'accroître l'adhésion.

Par ailleurs, l'acte de négation « c'est qu'elle n'est point réalisable en l'absence d'une gestion participative soumise à la collaboration entre l'institution royale et le courant islamiste » permet la réfutation d'un contenu antérieur exprimé par un énonciateur différent de l'instance énonciative qui énonce cet acte. Il s'agit d'une stratégie argumentative qui vise à contester un contenu exprimé précédemment. La valeur polyphonique de cette négation est indiscutable. Elle met en avant deux instances énonciatives : l'énonciateur de l'affirmation antérieure, à savoir la rupture totale des relations avec la monarchie, et le locuteur de l'énoncé qui réfute celle-ci, notamment le développement du pays ne peut se faire que par un rapprochement de points de vue et une collaboration entre l'institution

royale et le courant islamiste afin d'aboutir à une transition politique réelle. Cette réfutation, considérée comme une réponse à un énoncé antérieur, constitue un acte interactif rétroactif qui présuppose l'existence d'un discours antérieur auquel elle renvoie et qui incarne son désaccord.

La valeur argumentative d'une réfutation est indiscutable, la présence d'une réfutation implique une argumentation. Une réfutation met toujours en évidence des arguments plus forts que l'argument réfuté. Il s'agit d'un discours performatif puisqu'il produit un effet perlocutoire sur les interlocuteurs ; la performativité est la pièce maîtresse de la réussite de l'appropriation du consensus social.

Avec 110 députés le Parti de la justice et du développement remporte les élections législatives du 25 novembre 2011. La nomination d'Abdelilah Benkirane en novembre 2011, à la tête du gouvernement, marque un tournant pour le courant islamiste marocain car cette nomination constitue le fruit d'un travail acharné et le couronnement d'un long cheminement d'un parcours fait d'entraves, de concession, de consensus, de révision idéologique, de relances, etc...

« En conséquence, il est possible de dire que le mouvement islamique participant est invité à engager un dialogue interne approfondi pour renouveler sa vision et ses stratégies d'action. Il doit répondre aux défis de la modernisation et de l'effort de réflexion sur la pensée politique islamique et marocaine en premier lieu. Il doit permettre à la société d'avoir les outils de défense, de contrôle et d'influence d'une part, et de répondre aux besoins de cadrage et de direction émergents dans la société d'autre part. Il doit également développer les relations d'interaction et de communication avec les élites. Consolider le passage de la logique protestataire à la logique de la construction, de l'acceptation de l'autre et de l'intégration aux initiatives qualitatives dans la société, afin que l'avancement du mouvement islamique au niveau de l'État ne se fasse pas au détriment de sa position dans la société. »

Attajdid, 09-11 décembre 2011

Un discours est toujours tributaire d'un contexte déterminé et quand celui-ci est bouleversé de fond en comble, il est nécessaire de redéfinir pour se repositionner. Ainsi, on peut percevoir un glissement du référent du parti.

D'un discours contestataire et accusateur émanant d'un parti replié sur lui-même et refusant toute concession, on passe à un parti plus ouvert voire plus ambitieux qu'il est prêt à renoncer à toute contestation et à se concilier avec tous les autres acteurs politiques. Ainsi l'appel au dialogue est implicitement lancé.

L'énoncé en question adopte une structure fortement nominalisée, dépourvue de verbes explicites, ce qui lui confère une dimension particulière sur le plan argumentatif. La nominalisation, en supprimant l'action, instaure une sorte de présupposition, impliquant que le lecteur accepte la relation entre le nom et le complément du nom sans opposition. Cela crée un état de fait incontestable, énonçant des impératifs sans possibilité de contestation ou de critique directe. A titre d'illustration, la formulation « Il doit répondre aux défis de la modernisation » présuppose que le mouvement a la capacité d'agir de manière spécifique. La nominalisation sert également à créer une adhésion naturelle en s'imposant comme allant de soi, échappant ainsi à la réfutation. Le discours suggère que certaines actions doivent être accomplies, instaurant implicitement une perception du phénomène en question. Cet énoncé nominalisé représente un état de fait incontestable, à savoir, « le passage de la logique protestataire à la logique de la construction » qui constitue une évolution naturelle et nécessaire. En outre, cette structure nommée brouille les responsabilités, laissant une

ambiguïté sur les actants du procès. Par exemple, « Afin que l'avancement du mouvement islamique au niveau de l'État ne se fasse pas au détriment de sa position dans la société. » ne spécifie pas clairement les responsables de cet avancement, créant ainsi une certaine indétermination. En somme, cette utilisation intensive de la nominalisation dans le discours opère comme un mécanisme argumentatif subtil, favorisant l'acceptation implicite des assertions énoncées.

« Ce qu'il faut, c'est que cette autocritique aille au plus loin que possible en dépassant la vision étroite et monolithique de la modernité et de la démocratie, vision qui met le mouvement islamique dans une situation d'animosité [...] Une démocratie qui tend vers une véritable « modernité marocaine » et non formelle, voire une modernité qui ne crée pas de tensions ni de ruptures à cause de l'affrontement voulu avec ce référentiel, mais qui plutôt lui garantit de la cohérence... »

Attajdid, 29 novembre 2011

Le parti d'inspiration religieuse devient plus pragmatique tout en préconisant ce que le locuteur a appelé « une vraie modernité marocaine » qui est présentée comme le seul moyen de régulation et de gestion des tensions.

Le connecteur « mais » sert à réfuter ou à rectifier ce qui le précède. Ce « mais » de réfutation vise à relier deux propositions, la première est toujours négative et la seconde est positive. L'énonciateur exprime formellement l'opposition entre une vision étroite de la modernité qui suscite une certaine hostilité envers le mouvement islamiste et une vraie modernité marocaine capable d'assurer une homogénéité de la société. Ce connecteur de réfutation met l'accent sur une opposition basée sur des rapports de force entre les termes. Ces deux propositions (la réflexion sur la modernité avant et après le scrutin du 25 novembre 2011) sont présentées comme radicalement opposées dans un contexte bien précis.

Cet énoncé marque également un acte de rectification ; la deuxième proposition vient rectifier et remplacer la première qui est conçue comme inappropriée par l'énonciateur. Du point de vue polyphonique, le premier énoncé pris en charge par un certain énonciateur (E1) se trouve critiqué par un autre énonciateur (E2) par le recours au terme « mais » qui introduit une seconde proposition présentée comme correcte et opposée à la première proposition. Ce procédé argumentatif a une visée implicite ; il s'agit de redéfinir le rôle du mouvement islamiste en vue de mettre fin aux tensions idéologiques existant entre, d'un côté, le PJD, et de l'autre côté le Pouvoir et les partis politiques adverses. Nous sommes dans une période où la réconciliation entre le Pouvoir et le mouvement islamiste vient de s'instaurer en vertu de la réforme constitutionnelle. Le PJD met en avant la nécessité du changement politique qui mettra un terme aux tensions. Certes, des avancées ont été réalisées grâce à la réforme constitutionnelle du 29 juillet 2011, mais la marge d'action dudit parti demeure très limitée.

3. De la conciliation en discours

Le PJD accorde une grande importance à son discours diffusé à travers ses supports médiatiques, qui véhiculent des discours légitimés. En effet, les campagnes électorales de 2015 et 2016 ont marqué une nouvelle stratégie, se traduisant par un changement de ton et de thèmes dans le discours, abandonnant ainsi l'acharnement idéologique. Il est important de souligner que l'idéologie n'est pas un ensemble figé, mais plutôt un lieu de

restructuration constante, en réponse aux situations politiques et sociales. Elle est en relation étroite et réciproque avec son environnement, qui influence son expression et sa signification spécifiques. Ainsi, il existe une relation étroite entre le discours et les conjonctures politiques et sociales. Le changement de discours est une réponse aux conjonctures politiques. Le temps du discours protestataire et accusateur est révolu, le ton critique adopté avant les élections du 25 novembre 2011 semble avoir disparu, laissant place à une tonalité plus conciliante envers le Pouvoir. Le parti islamiste se tourne davantage vers une stratégie de conquête au détriment de son identité politique. La redéfinition de nouvelles perspectives stratégiques et l'abandon définitif de la question religieuse ont permis au Parti de la Justice et du Développement d'intégrer la scène politique et de dissiper certains malentendus avec le Pouvoir. Les élections législatives de 2011 ont marqué la fin de l'opposition du parti islamiste et ont engendré un discours inédit qui entreprend un nouveau processus de construction identitaire :

« Une impasse existe au niveau du discours de certains sur les libertés individuelles, qui révèle de l'inquiétude envers l'avenir d'une part. De l'autre, il y a un état désespéré de préservation d'un ennemi ou opposant, d'avoir envie d'être rappelé et de le faire exploser sans constater que le Maroc est dans un contexte de profondes transformations sociologiques qui dépassent les élites dans leurs différentes composantes, qu'elles soient islamiques, laïques, de gauche ou libérales, en faisant de ces dernières une exigence soit de s'adapter à ces transformations et de renouveler leurs discours et leurs positions afin d'assurer leur influence continue, soit qu'elles seront vouées à la retraite et au marginalisme et ne resteront qu'une voix du passé. »

Attajdid, 29 décembre 2011

En se basant sur une structure polyphonique, cet énoncé comporte deux points de vue opposés, un point de vue implicite (un parti peut rester en marge de la scène politique et demeurer une voix du passé s'il ne renouvelle pas son discours et ses positions) et un point de vue qui s'impose et qui est celui du locuteur. Il s'agit implicitement de l'accusation faite aux autres partis qui instaurent un climat de crainte et d'intimidation envers des islamistes en soulevant la connotation idéologique et la question des libertés individuelles.

Ce discours présente ce nouveau positionnement comme inéluctable et de ce fait évident. Le locuteur présente toutes les alternatives comme inviabilisées et ce discours devient ainsi hégémonique, qui ne laisse plus de place pour les débats sur les orientations à adopter.

Ce discours tire donc sa légitimité de son évidence apparente, mais celle-ci est sujette à un paradoxe :

« Le caractère évident de l'évidence est un processus qui doit être perçu sans être trop manifeste sous peine de ne pas paraître évident, de manquer l'effet spontané de l'évidence. C'est ce caractère d'évidence qui doit être vu et non la volonté de mettre en évidence, l'injonction évidente semble dire : "voyez l'évidence mais la remarquez pas" ». ¹ (Thierry, 2007, p. 112)

Le discours islamiste catégoriquement opposé aux libertés individuelles est devenu moins virulent à l'égard de ce sujet tout en mettant l'accent sur un système démocratique qui garantit les droits de tous, minorité et majorité. Il a pu montrer un ensemble d'énoncés ayant en commun de promouvoir une vision réformatrice si éloignée de l'idéologie

¹ Thierry Guillbert, op.cit., p 112

islamiste et qui a été imposée par les transformations sociologiques que connaissait la Maroc.

Ces procédés linguistiques utilisés, qui sous l'apparence de la neutralité descriptive, sont pourvoyeurs de sens. L'un des procédés de l'évidence est la nominalisation qui consiste à remplacer un groupe verbal par un nom. Il s'agit d'une « transformation qui convertit une phrase en un syntagme nominal et qui l'enchâsse dans une phrase, dite matrice : la phrase enchâssée joue le rôle de syntagme nominal. »¹ (Dubois, 1999)

Par ailleurs, une perception positive du pouvoir s'est instaurée en remplacement de l'image sombre d'un Pouvoir souvent interventionniste lors des précédentes élections. Ce pouvoir, qui a été fortement critiqué, semble désormais agir dans la bonne direction et garantir la transparence en ce qui concerne les résultats des élections. Est-ce que quatre années suffisent pour mettre fin à ces agissements?

« Les réalisations politiques les plus importantes ayant eu lieu pour démocratiser les élections consistent en le climat politique général dans lequel se sont déroulées les élections législatives de 2011. Un climat dont tous témoignent de manière encourageante d'être un climat démocratique sain, tant en ce qui concerne la gestion de l'administration territoriale à ces élections historiques ou bien en ce qui concerne le discours politique des différents acteurs qui les ont encadrés, ou même ce qui relève du rôle qu'a joué la presse de manière générale pour aider les citoyens à faire leur choix, ou enfin ce qui concerne le réseau des moyens utilisés par les partis pour gagner les électeurs. »

Attajdid, 05 octobre 2016

« La mission internationale observateur des élections de l'institut national démocratique américain affirme que les élections marocaines ont été caractérisées par l'impartialité et la transparence de la procédure... »

Attajdid, 28 novembre 2011

Cette assertion met l'accent sur un état de fait : les élections législatives de 2011. L'énoncé assertif vise à exprimer la conviction du locuteur, mais surtout à attester qu'il s'agit d'une vérité incontestable pour les interlocuteurs. Le locuteur confirme la légitimité de son propos en faisant référence au rapport des observateurs étrangers (**NDI - National Democratic Institute**), ce qui semble exclure toute remise en question des résultats. La crédibilité et la transparence des résultats ne sont pas seulement issues des institutions nationales telles que les ministères de l'Intérieur et de la Justice, mais également des institutions internationales. Le parti islamiste a abandonné son discours des années précédentes, où la crédibilité des résultats était vivement contestée. Son discours reposait souvent sur un ensemble de représentations liées au Pouvoir, qui était fortement critiqué. Le Pouvoir est désormais perçu comme un allié qui œuvre de manière positive pour le bon déroulement des élections, et non comme un adversaire. Le parti de la justice et du développement, bien qu'appartenant au camp de la droite, était considéré comme progressiste et adoptait les valeurs de la gauche. Son discours était fortement identitaire et associé à un parti politique défendant les classes défavorisées avec un référentiel islamique.

Conclusions

Pour conclure, le discours du parti PGDiste a connu une véritable évolution idéologique. Jusqu'en 2011, sa rhétorique se focalisait principalement sur la moralisation des mœurs et

¹ Jean Dubois (1999), *dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, Paris, Larousse.

de la vie politique, puisant sa légitimité dans le référentiel islamique. Cette approche était accompagnée d'une remise en question du système politique en place. Depuis son émergence sur la scène politique, le parti islamiste a considérablement changé ses références. En 2002, les thèmes abordés étaient principalement d'ordre religieux et moral, avec une utopie de mise en place de la charia transformée plus tard en une référence religieuse générale. Une décennie plus tard, sa principale préoccupation était d'ordre politique, affirmant son attachement à la monarchie marocaine. La monarchie, autrefois critiquée, est devenue un allié avec lequel le parti coopère de manière constructive. Ce compromis avec le palais a permis aux islamistes modérés de continuer d'exister sur la scène politique, mais cela a également altéré leur discours identitaire.

Il est important de noter que cette étude n'est pas une conclusion définitive. Il reste encore de nombreux sujets à explorer dans le cadre de cette contribution. Des perspectives de recherche intéressantes seraient d'étudier le discours politique du parti après son déclin lors des dernières élections du 8 septembre 2021.

Références bibliographiques :

- Amossy, R., 1999, *Image de soi dans le discours. La construction de l'ethos*, Paris, Delachaux et Niestlé.S. A, Lausanne.
- Amossy, R., 2006, *L'argumentation dans le discours* (2ème édition éd.), Paris, Armand Colin.
- Bardin, L., 1977, *L'analyse de contenu*, Paris, PUF.
- Charaudeau, P., 2005, *Le discours politique. les masques du pouvoir*, Paris, Vuibert.
- Damon, M., 2003, «dire son identité politique», *Cahiers de la méditerranée*,(66), pp. 247-264. doi:<https://doi.org/10.4000/cdlm.119>.
- Dubois, J., 1999, *Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, Paris, Larousse.
- Maingueneau, D., 2007, *Analyser les textes de communication* (2ème éd.), Paris, Armand colin.
- Maingueneau.D., 2002, «L'ethos, de la rhétorique à l'analyse du discours», *Pratiques*, 1-17.
- Mouvement de l'Unité et de la Réforme, 2002, *Vision politique* (1ère édition (en arabe ed.). Rabat.
- Philippe, G., 1978, «Discours, pratiques et idéologie dans l'évolution du parti socialiste», *Revue française de science politique*(28-2), pp. 257-276. doi:<https://doi.org/10.3406/rfsp.1978.393775>
- Thierry, G., 2007, *Le discours idéologique ou la force de l'évidence*, Paris, L'Harmattan.
- Zeghal, M., 2005, *Les islamistes marocains. Le défi à la monarchie*, Casablanca, Le Fnnec.

Lahbib **ESSAJI**, actuellement doctorant à la Faculté des Langues, des Lettres et des Arts de l'université Ibn Tofail au Maroc, se consacre à l'étude de l'analyse du discours politique de la droite, en se penchant particulièrement sur la presse marocaine. En parallèle, il exerce en tant que professeur dans l'enseignement primaire, tout en assumant le rôle d'enseignant vacataire au sein de l'institut français à Fès, au Maroc.

Dr. Sanae **GHOUATI**, professeure de l'enseignement supérieur à la faculté des Langues, des Lettres et des Arts, université Ibn Tofail au Maroc. Elle dirige le laboratoire : Littérature, Arts et ingénierie pédagogique et la formation doctorale Recherche interdisciplinaire en arts, culture et sciences du langage à l'université Ibn Tofail. Depuis mars 2021, elle préside le jury national de l'agrégation de traduction et est titulaire, depuis juillet 2021, d'une chaire des lettres et arts comparés à l'ICESCO.